



A l'ère du numérique: Une génération sacrifiée

3 grands défis

L'éducation est la clé de la réussite individuelle, mais aussi de celle d'un pays tout entier.

La démocratie, et particulièrement le modèle français, repose sur un principe, celui d'une éducation qui permette à chacun, quelle que soit sa place dans la société, de ne dépendre de personne pour former son jugement et, partant, d'être un citoyen libre. Tout ce qui vient remettre en cause l'éducation remet donc en cause les fondements même de notre modèle démocratique.

La France, où les enfants de moins de 6 ans représentent 7% de la population, soit près de 5 millions d'enfants, est confrontée aujourd'hui à un défi majeur en termes d'éducation, donc de citoyenneté. La capacité des responsables politiques à s'en saisir de manière urgente et à y répondre de manière efficace sera déterminante pour les décennies à venir.

Ce défi, c'est notre capacité collective à réguler l'utilisation des écrans par les très jeunes enfants, en nous appuyant sur les parents pour y parvenir.

En effet, depuis plusieurs années maintenant, les indicateurs passent au rouge les uns après les autres : augmentation du nombre d'enfants présentant, très jeunes, des troubles du comportement et/ou de la communication, augmentation très forte du nombre d'enfants présentant, corrélativement, des difficultés de concentration et d'apprentissage.

Alors même que, les nombreuses études en neurosciences le prouvent, 85% de la maturation cérébrale intervient dans les 5 premières années de vie : ce sont 700 à 1000 nouvelles connexions cérébrales qui interviennent toutes les secondes quand l'enfant vit des expériences affectives positives et enrichissantes, en interaction avec les autres.

Le phénomène est aussi visible dans les crèches que dans les écoles et lors des activités périscolaires. Le nombre de demandes pour inscrire les enfants en difficultés dans les dispositifs de soutien associant les familles, type PRE, n'augmente pas : il explose.

Une génération d'enfants tout entière est en train d'être sacrifiée, laminée par une utilisation massive et anarchique des écrans de toutes sortes, et une génération de parents est désespérée devant ce phénomène, encore trop peu décrit et pour lequel les réponses, pourtant simples, manquent.

En effet, si les écrans ont des effets nocifs importants sur le développement cérébral, leurs effets, pour les enfants n'ayant aucun problème particulier d'apprentissage par ailleurs, disparaissent dans des délais assez courts, de l'ordre de quelques semaines, dès lors que l'enfant peut reprendre le cours normal de son développement, en jouant, en parlant avec les autres enfants et avec les adultes et en découvrant le monde qui l'entoure.

Si la simplicité de la réponse paraît déconcertante, c'est pourtant le plus grand défi de notre pays, comme de tous les pays développés, pour les 10 ans qui viennent.

Un défi en termes de santé publique, car les coûts associés au développement de ces troubles proches de l'autisme sont considérables (AVS à l'école, allocation enfant handicapé, services dédiés...)

Un défi de société, car les enfants qui n'auront pas pu terminer leur développement cérébral, empêchés par les écrans, verront leur capacité à recevoir une éducation, et donc à devenir pleinement citoyens, remise en cause.

Des observations sur le terrain prouvent qu'à 4 ans déjà, un enfant issu d'une famille d'un milieu moins favorisé a entendu 30 millions de mots de moins qu'un enfant issu d'une famille d'un milieu favorisé, ce qui entraîne des écarts importants puisqu'environ 500 mots parlés séparent déjà ces enfants à l'âge de 3 ans. Savoir exprimer ses émotions, ses besoins, c'est, dès le plus jeune âge s'inscrire dans la société comme futur citoyen, dans l'échange avec l'autre, prémisses à l'inclusion et à la réussite éducative et scolaire. Cet écart est encore renforcé par la présence des écrans dans la famille.

Un défi de civilisation, enfin, car si la révolution numérique, qui est largement entrée dans nos sociétés modernes, est un progrès pour les adultes que nous sommes, si elle simplifie et booste l'activité économique, elle représente un danger pour nos enfants si nous ne l'accompagnons pas de mesures très fortes. On constate aujourd'hui que les enfants des pays moins développés, étant moins exposés aux écrans, ne développent aucun de ces troubles.

La responsabilité politique est immense dans ce domaine.

C'est pourquoi il est indispensable que soient mis en œuvre, dès maintenant :

- Tout d'abord des études précises sur le taux de prévalence de ces troubles et leur augmentation exacte ces 10 dernières années, en s'appuyant sur l'expertise des médecins et des psychologues, notamment PMI et réseau de médecins de ville, pour objectiver scientifiquement des constats partagés.
- Ensuite, la tenue, dès la rentrée, d'Etats Généraux des Familles, afin de mettre autour de la table l'ensemble des acteurs concernés, aujourd'hui éparpillés dans 4 ministères différents, et les parents, afin de déterminer les axes d'une politique familiale innovante, qui prenne en compte à la fois la réalité de la vie quotidienne des familles et ses évolutions, et les enjeux nouveaux, liés aux nouvelles technologies, évoqués dans ce texte.
- Enfin, un service public de soutien aux parents, en complément de l'école, qui permettra à l'Education Nationale de retrouver son rôle premier, celui de transmettre des savoirs, sans être saturée comme c'est aujourd'hui le cas, par tous les problèmes éducatifs et de comportement. Pour cela, il faudra s'autoriser des expérimentations, notamment en accompagnant les parents au quotidien dans le sevrage d'écrans et en interdisant la présence des écrans ou en l'encadrant précisément dans les lieux dédiés à l'accueil des jeunes enfants et à l'éducation.

En conclusion, rappelons-nous simplement ces mots de Lincoln : « Vous trouvez que l'éducation coûte cher ? Essayez l'ignorance. », et réfléchissons bien sur nos priorités.

Tribune co-signée par : Caroline Fel, Maire Adjoint à Angers, Nathalie Casso-Vicarini, fondatrice-présidente de l'association Ensemble pour l'Education, Dr Anne-Lise Ducanda, médecin de PMI, Madeline Da Silva, Maire Adjoint aux Lilas.